

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LES SUBSIDES

JOUR PRÉVU AUX TERMES DE L'ARTICLE 82 DU RÈGLEMENT—LA VIABILITÉ DES SECTEURS FORESTIER ET AGRICOLE

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je pense que c'est la première fois que l'on présente une motion en vertu du nouveau Règlement régissant les journées d'opposition. Je dirai à la Chambre que notre espoir, en présentant la motion d'aujourd'hui, est de voir le Parlement du Canada reconnaître que ces questions sont vitales et que nous pouvons transmettre au Congrès américain l'opinion du Parlement.

La motion est rédigée de façon traditionnelle, c'est-à-dire qu'elle blâme le gouvernement. Toutefois, si au cours de la journée l'ensemble des députés estimaient utile de transmettre un tel message au Congrès américain, nous serions prêts à retirer ces mots de condamnation ou à adopter un libellé tel que nous puissions envoyer au Congrès un message clair du Parlement du Canada.

M. le Président: La Chambre reconnaît que cette intervention n'est pas réellement un rappel au Règlement.

M. Jim Fulton (Skeena) propose:

Que la Chambre reconnaisse la situation désespérée dans laquelle se trouvent les travailleurs forestiers du Canada à la suite de l'adoption des mesures législatives dont est présentement saisi le Congrès américain, ainsi que la situation aussi désespérée qui est celle des agriculteurs canadiens à cause du Farm Bill américain, et qu'elle blâme le gouvernement de n'avoir pas réussi à protéger adéquatement la viabilité de ces deux secteurs vitaux de l'économie canadienne.

—Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir parler, en particulier, de la situation dans le secteur forestier. Beaucoup de Canadiens ont tendance à oublier que c'est, et de loin, notre plus important secteur économique. C'est le député de Prince Albert (M. Hovdebo) qui parlera des problèmes qui découleront vraisemblablement des mesures législatives dans le secteur agricole actuellement à l'étude au Congrès américain.

Je constate avec plaisir que le ministre d'État chargé des Forêts (M. Merrithew) et le ministre du Commerce extérieur (M. Kelleher) sont présents car, du côté du gouvernement, eux au moins savent combien la situation devient difficile dans le secteur forestier, en ce qui concerne les relations avec les États-Unis. Je suis certain, monsieur le Président, que vous la connaissez également, puisque vous avez assisté à des réunions avec certains de nos homologues américains.

Il semblerait que la plupart des membres du Congrès, tant républicains que démocrates, aient maintenant abandonné la position qu'ils avaient toujours eue en ce qui concerne les subventions et les droits pour le bois sur pied. Les sept voiles d'Ali Baba se sont maintenant envolés. En fait, les Américains ont montré clairement qu'ils avaient l'intention d'agir unilatéralement en imposant une sorte d'embargo, vraisemblablement en mai, du fait que c'est une année électorale. Je voudrais rappeler certains des points de vue qui ont été exposés au Sénat américain et à la Chambre des représentants. Auparavant, je vais toutefois parler un peu de ce qui se passe de notre côté de la frontière en analysant d'abord le budget des dépenses, car il est symptomatique de la façon dont le gouvernement

Les subsides

fédéral et les gouvernements provinciaux, ont traité notre principal secteur d'activité. Pour eux, il n'a jamais été qu'une vache à lait, un secteur que l'on a exploité sans jamais y réinjecter des capitaux appréciables.

Nous pouvons voir dans le budget des dépenses de cette année que le secteur forestier a rapporté 25.9 milliards, alors que les dépenses pour 1986-1987 ne seront que de 217 millions. C'est-à-dire que le gouvernement fédéral ne réinvestit même pas 1 p. 100 de ce que ce secteur représente pour notre économie. Dans n'importe quel autre secteur, le taux de réinvestissement est considérablement plus élevé. Une fois de plus, on fait supporter au secteur forestier une charge injuste par rapport au reste de l'économie canadienne. Et en examinant encore le budget des dépenses, nous constatons qu'il y a en fait 14 millions de moins pour 1986-1987 qu'il n'y en avait pour 1985-1986, et qu'il y a eu en fait réduction des années-personnes, qui passent de 1,337 à 1,266. Cela fait voir, je pense, la priorité que le gouvernement attache aux forêts, malgré même la promesse électorale qu'il avait faite en 1984. Il y a à peine quelques semaines, elle nous a été rappelée encore une fois à Montréal par un article intitulé: «Nommez un ministre, demande un groupe forestier au gouvernement». En voici un extrait:

Le gouvernement fédéral, dit le président de l'Institut forestier du Canada, doit remplir la promesse électorale qu'il a faite de créer un ministère des Forêts. Les conservateurs s'étaient engagés pendant la campagne de 1984 à assurer une meilleure gestion forestière, dit Jack Toovey, mais l'industrie attend encore la création d'un ministère.

«Beaucoup de personnes, dit Toovey, conçoivent mal que nous n'ayons encore qu'un ministère d'État aux Forêts niché à l'Agriculture comme une équipe-pépinière sous licences».

Je suis parfaitement d'accord. Voilà une question sur laquelle les ministériels ont fait campagne à son de trompe en Colombie-Britannique. On a cru qu'il se ferait un pas en avant au Canada avec la création d'un ministère en titre et l'adoption d'une loi nationale sur les forêts. Cela n'a pas encore été fait. En tout cas, j'ai au moins un texte de projet de loi qui circule au ministère. Il y a eu plusieurs idées de lancées. Il faudrait aller de l'avant, au lieu de nous contenter de consacrer 5c. au reboisement, à la sylviculture, etc., par dollar perçu en impôts sur le secteur forestier. En fait nous allons reculer, comme le budget des dépenses pour 1986-1987 le fait voir. Les choses vont se dégrader par rapport à ce qui se faisait quand c'était les libéraux qui géraient l'activité forestière fédérale.

Je voudrais en revenir à l'humeur protectionniste qui se répand aux États-Unis. C'est vraiment de mauvais augure, puisque républicains et démocrates agissent de concert. La question est devenue très bipartisane, aussi bien au Sénat qu'au Congrès. Pour ce qui concerne le porc et le poisson, nous avons vu ce que les États-Unis entendent faire. Notre premier ministre (M. Mulroney) est à Washington supposément pour parler de libre-échange, de libéralisation des échanges ou de promotion des échanges, sur ce terrain mouvant des relations commerciales. Mais nos collègues américains ne sont pas pressés de bouger sur cette question du libre-échange. Les négociations vont durer plusieurs années, ont-ils souligné. En fait, Sam Gibbons a dit qu'il leur faudra dix ans, si jamais ils s'y décident, avant qu'il ne se passe quelque chose de conséquence en fait de libre-échange.